**Zeitschrift:** Schweizer Film = Film Suisse : offizielles Organ des Schweiz.

Lichtspieltheater-Verbandes, deutsche und italienische Schweiz

Herausgeber: Schweizer Film

**Band:** - (1936)

**Heft:** 38

Artikel: A l'heure du bilan... : pagaïe complète!!!

Autor: [s.n.]

**DOI:** https://doi.org/10.5169/seals-732524

## Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

#### Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

**Download PDF:** 17.11.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Schweizer



RÉDACTRICE EN CHEF Eva ELIE



OFFIZIELLES ORGAN DES SCHWEIZ. LICHTSPIELTHEATER: VERBANDES, DEUTSCHE UND ITALIENISCHE SCHWEIZ

DIRECTEUR : Jean HENNARD

Nº 38

DIRECTION, RÉDACTION, ADMINISTRATION :

**TERREAUX 27** LAUSANNE

TÉLÉPHONE 24.480

Le numéro : 40 cent. Abonnement : 1 an, 6 Fr. Chèq. post. II 3673

Les abonnements partent du 1er janvier.

Allen unsern wertgeschätzten Lesern und Inserenten entbieten wir zum Jahreswechsel die besten Glückwünsche SCHWEIZER-FILM-SUISSE Redaktion und Administration.

A tous ses annonciers et lec-teurs, le "Schweizer-Film-Suisse" présente ses meilleurs vœux pour la Nouvelle Année.

A l'heure du bilan...

# Pagaïe complète !!!

Pauvre cinématographie suisse. Au seuil de l'an nouveau, elle se trouve dans un bien piètre état, dépassant même les prévisions les plus pessimistes. Inutile de se gargariser de grands mots et d'essayer de voiler la réalité: la sacro-sainte Convention, le miracle de 1935, sombre lamentablement. L'Association des Loueurs de Films, amalgame invraisemblable d'intérêts les plus divergeants et les plus contraires, est de loin la plus atteinte. atteinte.

Depuis longtemps le feu couvait sous la cen-Depuis longtemps le feu couvait sous la cen-dre. On se faisait force sourires, quitte à se poi-gnarder en douce. Des règlements avaient été établis et signés en grande pompe. Puis ce fut rapidement au plus malin, à celui qui interpré-terait avec le plus de dextérité les belles formu-les dont l'accouchement s'avéra si pénible. A ce petit jeu, les braves gens respectueux de leurs engagements se trouvèrent être les dindons de la Farca.

Il était d'ailleurs tout à fait imprudent d'enchaîner des gens corrects, des commerçants avi-sés, à des aveugles remuants, pêcheurs en eau

channel des generales remuants, pêcheurs en eau trouble.

Par une situation extraordinaire et anormale, le loueur suisse devint de suite un banquier : le producteur lui réclamait des traites avant même d'avoir tourné un mètre de film; ayant encaissé d'avoir tourné un mètre de film; ayant encaissé la recette — comptant, ce qui est une supériorité sur toutes les industries et tous les commerces — bien trop souvent le directeur de cinéma néglige de s'acquitter du prix de location, ayant de vieux « trous » criards à boucher.

Vint la convention, qui assurait — sur le papier — un paiement rapide de la location des films. Cette clause, si elle eut été rigoureusement observée, était capitale pour le loueur. Mais, hélas, il n'en fut rien: les bons payeurs ne s'augmentèrent pas d'une seule unité.

Au contraire, de nouveaux loueurs — commanditaires naîfs, allumez vos cierges!... — gâchèrent plus que jamais le marché déjà si mal en point. De nouveaux cinémas enlevèrent aux salles déjà existantes tout espoir de faire leurs frais.

frais.

Et l'on vient nous raconter que la Convention est venue mettre de l'ordre dans le désordre, alors même qu'elle fut le germe du plus complet gâchis. Certes, les promoteurs furent sincères et pleins de bonnes intentions. Nous dirons même qu'ils ont essayé d'affermir une situation chance-lante pour toute l'industrie cinématographique suisse. Mais leur bonne volonté rencontra la plus parfaite indifférence...

Moribonde convention Franchement dans les

parfaite indifférence...

Moribonde convention. Franchement, dans les conditions actuelles, elle apporta au cinématographiste le soutien que la corde assure au pendu!!

Ceux qui se nourrissent encore d'illusions, qui croient à la sincérité et à l'efficacité des résolutions votées, nous les renvoyons simplement aux faits eux-mêmes: Ils parlent suffisamment, que diseje, ils crient... ils hurlent!!!

Que souhaiter pour l'avenir ? Un coup de ba-

lai, un assainissement énergique de l'Association des Loueurs et le torpillage officiel et définitif de la Convention 1925 pour la remplacer par une réglementation draconienne et observée par tous. Que les cinégraphistes corrects, dont le passé est d'une constante honnêteté, se groupent plus étroitement et, évitant les belles phrases ercuses, prenuent ensemble des mesures sérieuses de nettoyage. Et une fois d'accord — ce qui sera beaucoup plus facile qu'actuellement, où règent des francs-tireurs — qu'ils s'assurent l'appui des autorités et de la presse quotidienne. Des mesures spéciales seraient prises pour limiter à sa plus simple expression l'activité des dissidents et les empêcher de nuire à l'économie générale du pays. Nous aurions alors une Association des Loueurs forte et respectée, où chacun soutient son collègue et ne pense pas uniquement à le faire glisser sur une pelure d'orange.
Aujourd'hui, des mesures extraordinaires sont difficiles à obtenir, car les autorités ont une bien mauvaise impression de la location en Suisse, justifiée par des dénonciations émanant me de membres actifs de l'Association des Loueurs. Des faits d'une extrême gravité — autant de pavés dans la mare — vont être révélés et témoigneront de la solidarité actuelle!!

Mais ne gachons pas trop ce debut de l'an et, comme le meilleur feuilletoniste, disons : « A suivre L... »

Des poires... encore des poires!

# 50 % SUP la PECELLE pour le prochain film de CHARLOT

Chacun sait que la situation du cinéma en Suisse est très grave. Aussi n'est-ce pas sans stupétaction que nous apprenons que certains directeurs de cinémas ont offert 50 % de la recette (on dit même 60 % pour obtenir la prochaine œuvre de Charlot.

Que le grand artisfe que ses occupa-tions conjugales empêchent de produire plus d'un film par an n'ait pas eu le femps de mettre au point son œuvre pour Noël, causant ainsi aux directeurs de cinémas un formidable manque à gagner, passe encore, mais que des directeurs suisses soient assez bêtes pour payer les pots cassés, cela devient ridicule, pour ne pas directeurs dire plus.

Malheureusement ces tristes exceptions Maineureusement ces tristes exceptions donnent des arguments au fisc, qui vient de ou va saigner quelques loueurs, comme si leur situation était déjà si bonne!!! Il fallait bien quelques directeurs de salles pour fout aggraver encore..

# 0030-03030-03030-03030-03030-03030-0-03030-0300-0 PROSIT NEUJAHR!

Redaktionelle Mitarbeit ; Sekretariat des S. L. V.

Allen Mitgliedern, Freunden und Kollegen entbieten wir zum Jahreswechsel die herzlichsten Glückwünsche. Ein an Entfäuschungen reiches Jahr liegt hinter uns; aber

trotz aller Rückschläge dürfen wir den Mut nicht sinken lassen. Vertrauen in unsere Berufsorganisation und deren Organe, sowie das feste Gefühl der Zusammengehörigkeit werden uns auch im neuen Jahre Mittel und Wege finden lassen, um die schwere Krisenzeit zu überwinden.

Auf in ein froheres und besseres 1936! Vorstand und Sekretariat des S. L.V.

## Inter-Verbands-Gericht

Präsident:

Deerlichter Dr. Lugon Masler, Zurich
Schiedsrichter des S.L.V.:
Georg EEBHARDT, Aran - Richard ROSENTHAL, Zürich
Schiedsrichter des F.V.V.:
Dr. Karl EGGHARD, Bern - Max STERR, Zürich

I. SITZUNG vom 2. Dezember 1935, nachm. 5 Uhr, in Zürich in Sachen

Schweiz. Lichtspieltheater-Verband Zürich

vertreten durch Rechtsanwalt Dr. Otto Frikker contra Ciné-Vox S. A., Bern

vertreten durch Fürsprecher Robert F. Moser

Rechtsbegehren:

1. Die Ciné-Vox S. A. sei gemäss Art, 19 des Interessenvertrages mit einer angemessenen Busse zu belegen.

2. Der von der Beklagten unter Ausschluss des Platzes Zürich erworbene Film «Es flüstert die Liebe» sei für das ganze Gebiet der Schweiz zu sperren.

3. Die Beklagte habe die ordentlichen und ausserordentlichen Kosten des Gerichtsverfahrens zu bezahlen.

#### Tatsächliches

I. Der Schweiz. Lichtspieltheaterverband hat in Erfahrung gebracht, dass die Ciné-Vox S.A. in Bern einen Film, betitelt

« Es flüstert die Liebe »

«Es flüstert die Liebe» von einem ausländischen Produzenten unter Aussehluss des Platzes Zürich erworben hat. Der S.L.V. hat in diesem Kontrakt eine krasse Umgebung der Bestimmungen des Interessenvertrages vom I. Juli 1935 erbliekt, indem durch dieses Vorgehen einem Nichtmitglied des S.L.V. Gelgenheit gegeben wird, diesen Film auf Umwegen, bezw. unter Umgehung des Interessenvertrages zu erwerben.

II. Das Sekretariat des S.L.V. hat auf Grund der in diesem Zusammenhang ermittelten Tatsachen Klage beim Inter-Verbandsgerieht erhoben und gleichzeitig auf dem Zirkularwege den Film sämtlichen Mitgliedern vorläufig zur Sperrum empfohlen.

III. In der Hauntverhandlung von dem Inter-

empfohlen.

III. In der Hauptverhandlung vor dem Inter-Verbandsgericht hat die Beklagte den Tatbestand in vollem Umfang anerkannt, d. h. zugegeben, den genannten Film «Es flüstert die Liebe» trotz Kenntnis, dass derselbe am 17. Oktober 1935 an das Cinéma Rex in Zürich vermietet worden sei, für die Schweiz unter Ausschluss der Stadt Zü-rich erworben zu haben.

iur die Schweiz unter Ausschluss der Stadt Zürich erworben zu haben.

IV. Die Beklagte hat in der Verhandlung sieh zuerst darauf besehränkt, formelle Einwendungen gegen das Interverbandsgerieht geltend zu machen, mit dem Hinweis darauf, dass vorerst das Bureau in Aktion hätte treten sollen, wogegen aber der Parteivertreter der Beklagten auf diesbezügliche Befragung zugeben musste, dass in Bern stattgehabte Besprechungen zwecks aussergeriehtlicher Erledigung des Streitfalles resultations verliefen. Da der beklagten Partei selbst an einer raschen Abklärung gelegen war, hat diese auf die Vorbehandlung im Bureau der beiden Verbände verzichtet. Das Interverbandsgericht ist denn auch auf die formellen Einwendungen der Beklagten nicht eingetreten.

V. Die Beklagte hat materiell in der Hauptsache den Standpunkt vertreten, dass der Interesenvertrag vom 1. Juli 1935 das ihr vorgeworfene Vergehen nicht unsehreibe. Mit andern Worten, dass mangels genauer Umsehreibung des inkriminierten Tathestandes eine Verurteilung der Beklagten nicht möglich sei.

VI. Der Vertretter der Klagepartei, Herr Dr.

VI. Der Vertreter der Klagepartei, Herr Dr. Otto Frikker, hat in rechtlicher Beziehung ins-besondere geltend gemacht, dass der Grundge-

danke des Interessenvertrages in der Schaffung einer gemeinsamen Plattform im täglichen Geschäftsverkehr der beiden interessierten Sparten. Theaterbesitzer und Filmverleiher, bestanden habe Lediglich die herrschende grosse Not im Kinogewerbe und die leider vorhandenen Missbräche und Schädlinge des Gewerbes komten die Verbände zu dieser grossen Tat, wie sin der Interessenvertrag darstellt, vereinigen. Der Entscheid im Falle des Clinena Rex» betreffend Nicht Aufnahme als Mitglied des Schweiz. Lichtspieltheater-Verbandes habe bei den Interessierten viel Staab aufgeworfen und es war jedem Mitglied des S.L.V., wie auch des F.V.V. bekannt, dass schlussendlich der Zweck des Interessenvertrages den Schutz der Verbandsmitglieder zur Voraussetzung habe. So musste zwangsläufig die Offerte eines ausländischen-Produzenten an die Adresse eines schweizerischen Film-Verleihers, einen Film für das schweiz. Territorium unter Ausschluss der Stadt Zürich zu erwerben, grosses Aufsehen erregen und auch a priori verdächig wirken. Ein Film kann eventuell noch nach besonderen Sprachgebieten oder Kantonen von verschiedenen Verleihern vermietet werden; es muss aber als absolutes Novum bezeichnet werden, dass ein Film für das Gesamtgebiet der Schweiz unter Ausschluss der grössten Stadt erworben wird. Alle Elimendungen der Beklagten, den Interessenvertrag nicht verletzt zu haben, weil der Tarbestand im Interessenvertrag nicht ausdrücklich aufgeführt ist, können nicht gehört werden. Sowohl die Statuten des SL.V., wie auch des F.V.V., enthalten Bestimmungen, wonach ein Mitglied aus dem Verbande ausgeschlossen werden kann, sofern dasseble die Interessen des Vertrages beziehen kennt. Es ist daher auch nicht möglich, den in der Schweiz auf zu en den Proprieden einzelnen Terbanden in Reinen Mitglied des Verbandes spöblich verletzt. Im Falle der Cin-Vox ist aber eine verwerfliche und vertragswidrige Gesinnung in dem Abschluss dieses Vertrages nicht zu leugnen.

Im Übrigen darf jedem einzelnen Mitglied des Verbandes, S.L.V. oder F.V.V., diejenige

mietet wurde, erwirbt, muss unter allen Umständen als grobe Verletzung des Interessenvertrages bezeichnet werden.

Dass der klägerische Vertreter neben der Aussprechung einer Busse auch noch die Sperrung des Films für das gesamte Gebiet der Schweiz beantragte, ist selbsiverständlich, denn das Bussenerkenntnis allein konnte ein deartiges Verfahren keinesfalls rechtfertigen, wenn nicht automatisch dem Retethsbreche die Mögliehkeit genommen wird, den Film weiter zu vernieten.

Das Interverbandsgericht, hat nach eingehender, geheimer Urtelberatung, deren Inhalt dem Redaktor dieser Zeilen unbekannt ist, folgenden Entscheid gefällt:

1. Die Ciné-Vox A. G. wird wegen Verletzung des Interessenvertrages zur einer Geldbusse von Fr. 500,— verurteilt,

2. Der Film «Es flüstert die Liebe» bleibt auf unbeschränkte Zeit für das ganze Gebiet der schweiz gesperrt. Bereits abgeschlossene Film-Mietverträge werden annulliert.

3. Die Beklagte hat die ergangenen Gerichtskosten mit zirka Fr. 1000,— zu bezahlen, nebst einer Prozessentschädigung von Fr. 250,— an den klägerischen Anwalt.

Dieses Urteil soll sämtlichen Mitgliedern, gleicher in werden.

Dieses Urteil soll sämtlichen Mitgliedern, gleichgältig welcher Sparte angehörend, als warnendes Beispiel dienen. Der Interessenvertrag gibt den beiden Verbänden genigend Rechtsmittel, um eklatante Verletzungen der Verbandsinteressen wirksam zu bekämpfen, selbst dann, wenn der Tatbestand noch so sorgfältig getarnt wird.

# c. conradty's Kino-Kohlen ,, NORIS-HS"

